



Document général : Voix des organisations de la société civile (OSC) concernant la consolidation de la paix et le renforcement de l'État

Contribution au Dialogue International sur la construction de la paix et le renforcement de l'État,

Dili, Timor oriental, avril 9-10, 2010

Mars 2010

Les avis exprimés dans ce document reflètent la contribution des Organisations de la société civile consultées et ne correspondent donc pas nécessairement au point de vue ou à l'opinion d'Interpeace.

Pour plus d'information, veuillez contacter Sarah Noble, info@interpeace.org

Introduction

Ce rapport est un récapitulatif des réponses et des observations issues d'un processus de consultation rapide auprès des Organisations de la société civile (OSC), qui sera pris en compte lors de la première réunion mondiale du Dialogue International sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État qui se tiendra à Dili au Timor oriental du 9 au 10 avril 2010.

Le Dialogue International est une initiative de dialogue intergouvernemental établie suite au Forum de haut niveau d'Accra sur l'efficacité de l'aide qui s'est déroulé en septembre 2008. Il est présidé conjointement par un partenaire et un pays donateur (actuellement la République démocratique du Congo et le Royaume-Uni).

L'objectif du Dialogue International consiste à examiner les meilleures pratiques et les obstacles clés au soutien international pour la construction de la paix et le renforcement de l'État, et à créer un consensus autour de priorités et d'objectifs fondamentaux dans ces domaines. Le Dialogue International sollicitera la contribution de nombreuses parties prenantes nationales et internationales et fournira un forum pour discuter de problèmes qui ne bénéficient pas de l'attention nécessaire ou qui ne peuvent être résolus au niveau national.

Ce rapport est fondé sur la participation de **49 Organisations de la société civile (OSC) oeuvrant pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État**. Ce processus consultatif a été mené en mars 2010 par Interpeace, organisation internationale pour la consolidation de la paix.

Deux tiers des organisations sont des OSC basées dans le Sud et oeuvrant pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État. Les organisations participantes sont basées en Afrique (Réseau d'Afrique de l'Ouest, Guinée-Bissau, Liberia, région de Somalie, Soudan, Gambie, Éthiopie, Kenya, Tanzanie, Afrique du Sud, Burundi et RDC) ; en Asie (Réseau d'Asie du Sud Est, Timor oriental, Fidji, Sri Lanka, Népal, Pakistan et Philippines) ; en Amérique latine (Guatemala, Salvador et Honduras) ; et au Moyen orient (Israël et Liban). Elles comprennent également des Organisations de la société civile internationales qui soutiennent les efforts de consolidation de la paix et de renforcement de l'État et les OSC régionales du monde entier. Sur les 145 organisations contactées, 49 ont été en mesure de s'engager dans ce processus consultatif.

La liste complète des Organisations de la société civile participantes se trouve en **Annexe 1**.

Remarque sur la méthodologie

Le processus consultatif rapide (appelé FAST TALK en anglais ou discussions rapides) consistait en l'identification et la prise de contact auprès de toute une liste d'interlocuteurs des OSC afin de leur expliquer le processus et solliciter leur participation. A cette fin, l'on a fait appel aux réseaux existants d'organisations oeuvrant pour la construction de la paix et le renforcement de l'État. Un ensemble de 4 questions a été envoyé aux interlocuteurs des OSC, qui ont été invités à fournir de brèves réponses par écrit concernant la définition de construction de la paix et celle de renforcement de l'État, l'interaction entre les deux processus, les rôles et

responsabilités des acteurs internes et externes, et la manière d'engager plus efficacement la société civile dans le Dialogue International.

La liste des questions est fournie à l'**Annexe 2**.

Ce processus s'est effectué au moyen d'e-mails (envoyés en anglais, en français et en espagnol) et de conversations/entretiens téléphoniques de suivi.

Le présent récapitulatif a été partagé avec les organisations participantes et les OSC ont manifesté un vif intérêt concernant la poursuite de leur engagement dans le Dialogue international.

Observations centrales

1. La construction de la paix et le renforcement de l'État sont des processus. Il convient de se concentrer sur le « comment » et non pas uniquement sur le « qu'est-ce que ».

Cette section s'intéresse à la manière dont les Organisations de la Société Civile (OSC) consultées définissent la construction de la paix et le renforcement de l'État. Pour servir de base aux discussions, il a été demandé aux OSC si les définitions utilisées par l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) étaient utiles et cohérentes avec leurs propres efforts. Ces définitions sont les suivantes :

La **construction de la paix** suppose toute une gamme de mesures visant à la fois à réduire le risque de tomber ou de retomber dans un conflit en renforçant les capacités nationales à tous les niveaux pour la gestion des conflits, et à poser les fondations d'une paix et d'un développement durables.

Source: Fondements conceptuels pour la consolidation de la paix pour le système des Nations Unies adopté par le Comité d'orientation du Secrétariat général en mai 2007

Le **renforcement de l'État** est un processus endogène destiné à renforcer les capacités, les institutions et la légitimité de l'État, et nourri par les relations qu'entretiennent l'État et la société : Dans sa forme la plus simple, le renforcement de l'État est le processus par lequel les États parviennent à fonctionner plus efficacement. Interprétée dans ce contexte positif, la notion peut être définie comme un processus endogène destiné à renforcer les capacités, les institutions et la légitimité de l'État, processus nourri par les relations qu'entretiennent l'État et la société.

Source : OCDE-DAC, Le renforcement de l'État dans les situations de fragilité : premières conclusions, août 2008

Certains affinages et nuances à ces définitions ont été proposés par les organisations participantes :

La définition de la construction de la paix devrait accorder plus d'attention à la prévention des conflits, à traiter les origines profondes des conflits et à la réconciliation. L'utilisation du terme « gestion de conflits » pourrait donner l'impression qu'un conflit est sous contrôle, aussi serait-il peut être plus approprié d'utiliser le terme « transformation de conflit ». L'expression « renforcement des capacités nationales à tous les niveaux pour la gestion des conflits » a tendance, en pratique, à signifier un renforcement des capacités centrées sur le gouvernement alors que le renforcement des capacités pour répondre aux besoins en situation de conflit doit avoir lieu au niveau de la société. La définition devrait également clarifier le fait que la construction de la paix est un processus (le renforcement de l'État est défini comme un processus alors que ce n'est pas le cas pour la construction de la paix).

La définition de renforcement de l'État se concentre sur l'objectif ultime, décrit de manière positive, alors que le processus de renforcement de l'État est lui-même souvent conflictuel. Il convient également de prendre en compte le fait qu'il peut y avoir différentes interprétations du terme « État », ne se limitant pas à un modèle occidental de l'État.

Il faut également expliquer ces processus dans un langage accessible, en particulier au niveau de la base, et écouter les termes employés par les personnes d'une société donnée pour parler de ces concepts.

Se concentrer sur le processus

Toutefois, plus importante encore que les nuances apportées aux définitions, est la reconnaissance que, bien que les processus soient importants et utiles, trop peu d'attention est accordée à la manière dont ces concepts sont transposés à la réalité.

Trop souvent, le « comment » (le processus) est négligé et l'attention se concentre sur « qu'est-ce qui » doit être fait. Il faut non seulement se concentrer sur l'objectif final de la construction de la paix et du renforcement de l'État, mais également sur le processus qui engendrera une paix durable et qui redonnera vie au contrat social (ou qui le créera pour la première fois) entre le peuple et l'État. La plupart du temps, les stratégies de construction de la paix et de renforcement de l'État échouent, non en raison de leur contenu, mais à cause de déficiences dans leur processus.

La construction de la paix et le renforcement de l'État sont des entreprises de longue haleine exigeant un engagement sur le long terme tant de la part des acteurs nationaux qu'internationaux. Les processus de construction de la paix et de renforcement de l'État n'empruntent pas un chemin linéaire. Il peut y avoir des moments de progression et il y aura des moments de régression (même simultanément dans différentes sphères).

« La construction de la paix est une mission de vie plutôt qu'un projet ou un programme. »

Le contexte est important et des adaptations contextuelles sont nécessaires

La construction de la paix et le renforcement de l'État ne sont pas simplement / seulement des exercices techniques. Il faut bien comprendre les expériences historiques plus profondes de la formation de l'État (expériences pré-coloniales, coloniales et post-coloniales) ainsi que la nature spécifique et les dynamiques du conflit. Alors que la communauté internationale apporte souvent des approches toutes faites à ces contextes, il faut bien comprendre que chaque situation dispose de ses propres dynamiques et de ses acteurs clés. Ce qui pourra être nécessaire et suffisant pour une situation, ne le sera pas pour une autre. Il n'y a pas de recette toute prête.

Alors que l'on relève souvent une concentration sur les efforts de construction de la paix et de renforcement de l'État au niveau national, il est important de comprendre que les dynamiques régionales peuvent jouer un rôle dans les efforts nationaux. En outre, des phénomènes internationaux comme la mondialisation, le terrorisme et le trafic de drogue affectent également les efforts nationaux de construction de la paix et de renforcement de l'État.

2. La construction de la paix et le renforcement de l'État devraient être des processus complémentaires qui se soutiennent mutuellement, mais des tensions apparaissent

« On ne peut pas construire un État dans un vide social. » « La construction de la paix revient à construire des relations mais aucune relation ne peut avoir lieu en l'absence d'État. »

Si par nature le renforcement de l'État peut induire des conflits, il existe une relation claire et reconnue entre la construction de la paix et le renforcement de l'État. Les approches de construction de la paix se concentrent sur l'inclusion et la participation qui peuvent produire des institutions plus efficaces et plus inclusives, capables de s'attaquer aux conflits. Le renforcement de l'État est considéré comme essentiel à la viabilité du processus de construction de la paix.

Il existe également des tensions importantes et d'éventuelles contradictions qu'il convient de reconnaître :

- Il existe un besoin de stabilité politique afin de soutenir un renforcement durable de l'État. Le renforcement de l'État ne doit pas débiter trop tôt et ne doit pas non plus se substituer aux processus qui établissent la confiance entre groupes rivaux, bien qu'il puisse contribuer de manière significative au renforcement de la confiance.
- Si l'État était partie prenante au conflit, le renforcement de l'État ne contribuerait pas forcément à la paix. Il convient de s'assurer que le processus de renforcement de l'État ne recrée pas ces tensions. L'État peut également être la principale source de pouvoir et

de richesse, risquant donc d'être instrumentalisé par des groupes d'intérêts particuliers. On observe alors un besoin de réforme de l'État et de la culture politique.

- Les délais impartis et l'enchaînement des événements imposés par les agendas internationaux sont susceptibles de créer des tensions et d'avoir un effet déstabilisant. Dans des sociétés dans lesquelles règne une très grande division, l'introduction de la démocratie, la tenue d'élections, ou encore le partage du pouvoir peuvent polariser encore davantage les tensions, particulièrement si l'on mène trop hâtivement les choses, la démocratie pouvant être perçue comme une situation de « vainqueur qui rafle la mise ». La démocratie est une culture dont la compréhension demande du temps. Lorsqu'elle en est au stade de la formation, l'absence de compréhension du terme peut mettre le processus en péril. De plus, les mécanismes traditionnels ont besoin de trouver leur place au sein du système démocratique.
- La construction de la paix et le renforcement de l'Etat sont des entreprises politiques qui requièrent une véritable volonté politique, en ce compris et particulièrement de la part du gouvernement national. En l'absence de cette volonté, le risque existe de frustrer des attentes, de provoquer de nouveaux conflits qui viendront ternir la crédibilité des nouvelles institutions démocratiques.
- Le renforcement de l'Etat de manière sensible aux conflits peut passer pour une forme nécessaire de construction de la paix mais celle-ci ne peut en aucun cas être la seule. D'autres causes et leviers éventuels de conflit devront être appréhendés par le biais d'une véritable analyse ne relevant pas du rôle de l'Etat.
- En se concentrant sur le « renforcement de l'Etat », on ne tient pas compte de l'importance des dimensions régionales du conflit et de la stabilité.

Les tensions entre la construction de la paix et le renforcement de l'Etat peuvent être fortement atténuées en assurant une participation significative de la population à tous les niveaux de la société. Nous avons développé ce point dans la section suivante, traitant du sentiment d'appartenance à l'échelle locale et des acteurs locaux.

3. La consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat doivent être conduits de l'intérieur et soutenus par l'extérieur

« Assurer un sentiment d'appartenance au niveau local des processus traitant des conflits et du renforcement de l'Etat. Ce n'est pas juste une question de viabilité, mais cela redonne aux gens leur fierté, qui leur a été confisquée par de nombreux conflits violents. »

La construction de la paix et le renforcement de l'Etat relèvent en premier lieu de la responsabilité des acteurs internes. Les acteurs externes jouent un rôle important dans le soutien de ces processus, mais ils n'ont pas à tenir les rênes.

« La communauté internationale devrait garder à l'esprit la place qui est la sienne en tant que soutien du processus et non pas être partie prenante. »

Sentiment d'appartenance à l'échelle locale/Acteurs internes

Alors qu'il est communément admis que les acteurs internes doivent mener le processus de construction de la paix et de renforcement de l'Etat, ces processus sont trop souvent cantonnés aux acteurs gouvernementaux. La compréhension des acteurs internes doit englober non seulement les instances gouvernementales et l'Etat, mais aussi la société au sens large. Il faut élargir ce sentiment d'appartenance à l'extérieur du cercle gouvernemental. Les gens ne peuvent pas être considérés uniquement comme des bénéficiaires des services de l'Etat ; ils doivent se sentir partie prenante du processus.

« Les leaders voient souvent un public qui réclame tout, qui est non informé et qui a peu à contribuer. Le public, lui, voit que les prises de décision sont complètement dépassées par les luttes partisans. »

La volonté politique du gouvernement est une condition nécessaire au soutien de la construction de la paix et du renforcement de l'Etat, mais le sentiment d'appartenance doit être étendu au-delà des instances gouvernementales. Les sociétés font souvent preuve d'un engagement insuffisant par rapport aux questions cruciales les concernant, et ressentent l'absence de mécanismes et de voies d'expression de l'opinion publique. Il est dès lors essentiel de faire entièrement participer un éventail plus large d'acteurs internes, en partant des hautes instances jusqu'à la base. Une société a besoin de développer une vision partagée de l'avenir, d'identifier les principales priorités de la consolidation de la paix et du renforcement de l'Etat, et de se mettre d'accord sur la manière de les aborder. Des processus inclusifs améliorent la légitimité à la fois de la consolidation de la paix et du renforcement de l'Etat, et contribuent à la possibilité qu'ils ont d'agir de manière complémentaire.

Soutien des capacités de réconciliation sociale au sein des communautés et entre elles

Il s'avère aussi nécessaire de soutenir les capacités de réconciliation sociale au sein des communautés et entre elles. Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, c'est souvent vers l'Etat que l'attention se tourne quand il s'agit de renforcer les capacités. La construction de la paix devrait viser à améliorer la capacité d'une société à aborder les conflits et à restaurer la confiance. Il faudrait considérer ce type de renforcement de capacités comme autre chose qu'un simple exercice de formation, mais bien comme un processus qui doit être soutenu et accompagné par les Organismes locaux de la Société Civile et les acteurs externes.

C'est là que les organisations de la société civile jouent un rôle crucial en tant qu'intermédiaires entre le gouvernement et la population dans son ensemble. Pour y parvenir, il faut:

- ▶ des processus consultatifs et participatifs plus larges qui engagent différents groupes au sein d'une société, y compris les secteurs de la société plus isolés, exclus voire marginalisés auprès

desquels la portée du gouvernement est limitée, ou là où il n'y a pas nécessairement d'articulation ou d'organisation sur le plan politique. Cela nécessite également d'engager les parlementaires, les électeurs et les partis politiques avec un débat interne, des programmes politiques, et une opposition efficace et responsable.

- ▶ une prise de conscience via les médias, une éducation civique et également un renforcement des capacités sur le plan local.

Les organisations de la société civile peuvent jouer ici un rôle significatif dans la mesure où elles obtiennent suffisamment d'indépendance de la part du gouvernement, ainsi qu'une réelle possibilité de se connecter avec la population au sens large. La représentation d'une société civile n'équivaut pas nécessairement à une représentation des citoyens. Les organisations de la société civile doivent être reliées à leur base. Le risque existe aussi qu'une société civile fleurisse suite aux possibilités de financement.

« Ce que nous avons au Kosovo, c'est un société de projet, et non pas une société civile. »

Les organisations de la société civile sont confrontées à de nombreux défis : certains sont particuliers à la société civile en général, d'autres sont plus vivement ressentis par les OSC dans des sociétés fragiles et divisées. Ces défis englobent les divisions au sein de la société civile ; la perception, de la part des gouvernements, que la société civile est une menace, entraînant dans certains cas des risques de persécution ; la politisation de la société civile ; l'instrumentalisation de la société civile par des acteurs externes ; l'absence de fonds ; ou encore l'insuffisance des capacités.

Les acteurs externes sont des vecteurs, mais ils n'agissent pas.

« Le renforcement des capacités pour la paix requiert l'inclusion de connaissances et de compétences locales existantes et la contextualisation de nos interventions, sans chercher à prescrire [aux acteurs locaux] quoi que ce soit, mais en renforçant leurs capacités à mener à bien par eux-mêmes le travail de consolidation. Personne n'est mieux placé que les communautés directement affectées par la violence pour construire une paix durable. »

Les acteurs externes (pays limitrophes, donateurs internationaux, OSC internationales) ont un important rôle de soutien à jouer vis-à-vis des capacités locales. Ils sont des vecteurs, non des acteurs de la construction de la paix et du renforcement de l'Etat. Cela signifie en pratique que le principal soutien qu'ils peuvent apporter est :

- ▶ l'apport des idées et des connaissances issues d'autres contextes de construction de la paix et de renforcement de l'Etat, ainsi qu'un soutien technique. Cependant, il est nécessaire de proposer des solutions adaptées au contexte (pas seulement des solutions « clé en main ») que les acteurs internes puissent s'approprier et intérioriser. Ceci est également valable au niveau des valeurs internationales et de leur application aux réalités locales ;

- ▶ le soutien aux efforts de développement des capacités. Cependant, il faut reconnaître l'existence de capacités dans les pays qui sortent de conflits, ce afin de ne pas se substituer à eux ni dupliquer ces capacités. Les acteurs externes doivent réfléchir aux besoins, non seulement vis à vis du gouvernement, mais aussi en direction de la société au sens large. Les échanges sud-sud sont également considérés comme des possibilités très crédibles, susceptibles de fournir des connaissances ;
- ▶ l'apport en ressources financières ;
- ▶ étant donné que les processus de construction de la paix et de renforcement de l'Etat sont loin d'être linéaires, et qu'il risque d'y avoir des accrocs en chemin, la présence d'acteurs externes peut être perçue comme protectrice de la population. Les acteurs externes peuvent aussi servir de tierces parties neutres, capables de faciliter les processus ;
- ▶ exercer une pression en vue du respect des engagements (mais aussi besoin d'honorer leurs propres engagements) ;
- ▶ reconnaître que les actions internationales ont un impact sur les efforts nationaux de construction de la paix et de renforcement de l'Etat. Par exemple, au niveau du contrôle du trafic d'armes clandestin, de la promotion de pratiques économiques et de systèmes commerciaux justes, d'une meilleure représentativité des états fragiles au sein des instances internationales et d'une réflexion plus critique au sujet du discours sur « l'aide et le développement » ;
- ▶ reconnaître que ce sont des processus à long terme et qu'ils exigent un accompagnement et un soutien à long terme.

4. Intérêt à poursuivre la conversation

Au cours de ces rapides processus consultatifs, les interlocuteurs ont exprimé un profond désir de pouvoir s'engager dans le Dialogue International et d'y contribuer sur ce sujet crucial, de manière à avoir la possibilité d'approfondir encore davantage ces questions. Ils ont noté qu'il était important d'allouer le temps nécessaire à la contribution de la société civile, ce à processus ayant commencé en mars en vue de la réunion d'avril 2010.

Il faut aussi accroître la prise de conscience au sujet du Dialogue International lui-même.

De nombreuses OSC n'avaient pas conscience du processus de Dialogue International lui-même, ce qui peut refléter la nature du processus intergouvernemental.

Se concentrer sur le niveau régional et les échanges sud-sud

Sur le plan pratique, il a été fortement suggéré de poursuivre le dialogue au **niveau régional** et que les résultats alimentent le Dialogue International. Le besoin de partager les connaissances entre les OSC est là, et des plateformes régionales pourraient alimenter le Dialogue International. Cet objectif peut être atteint par l'organisation d'ateliers régionaux, et en utilisant les réseaux d'organisations de la société civile existants ainsi que les médias interactifs tels les sites web, les listes de diffusion et les forums de discussion.

Annexe 1 : liste des Organisations de la société civile participantes

	ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE	PAYS
1.	Centre d'Alerte et de Prévention des Conflits CENAP	Burundi
2.	Nairobi Peace Initiative	Kenya
3.	West Africa Network for Peacebuilding (WANEP)	Région d'Afrique de l'Ouest
4.	Programme for Research and Dialogue for Peace	Liberia
5.	African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD)	Afrique du Sud et Afrique
6.	Center for Research and Dialogue, South-Central Somalia (CRD)	Région Somalienne
7.	Collaborative for Peace	Soudan
8.	Worldview The Gambia	Gambie
9.	Arcadia University and Nyerere Centre	Tanzanie
10.	UPEACE Africa program	Ethiopie
11.	Puntland Development Research Center (PDRC)	Région Somalienne
12.	CNONGD - Conseil National des ONG de Développement	République Démocratique du Congo
13.	Centre Résolution Conflits	République Démocratique du Congo
14.	African Human Security Initiative	Ethiopie
15.	Voz di Paz	Guinée Bissau
16.	Center of Studies for Peace and Development, Timor Leste (CEPAD)	Timor oriental

17.	Initiatives for International Dialogue (IID)	Philippines, Région d'Asie du Sud-Est
18.	Regional Centre for Strategic Studies	Sri Lanka, Asie du Sud
19.	VOICE	Bangladesh
20.	Alliance for Peace Nepal	Népal
21.	Catholic Relief Services	Timor oriental
22.	National Peace Campaign	Népal
23.	Centre for Peace-Building & Reconciliation - CPBR Sri Lanka	Sri Lanka
24.	LDC Watch	Népal
25.	Citizen's Constitutional Forum (CCF)	Fiji
26.	Pak Institute for Peace Studies (PIPS)	Pakistan
27.	Peacebuilding Academy	Liban
28.	Base 4 Discussion Programme	Israël
29.	FLASCO (Facultad Latino Americana de Ciencias Sociales)	Guatemala
30.	Propaz Foundation	Guatemala
31.	POLJUVE programme	Amérique centrale
32.	Turkish Cypriot Researcher	Chypre
33.	Greek Cypriot Researcher	Chypre
34.	International Alert	Royaume-Uni
35.	Search for Common Ground (SFCG)	Etats-Unis, Belgique
36.	Conciliation Resources	Royaume-Uni
37.	Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict (GPPAC)	Pays Bas / global

38.	Life & Peace Institute In consultation with local Ethiopian partner	Suède Ethiopie
39.	Nansen Dialogue Network	Norvège et Balkans
40.	Peace Direct	Royaume Uni
41.	Quaker Council for European Affairs	Belgique
42.	Quaker United Nations Office (QUNO)	Suisse
43.	CDA Collaborative Learning Projects (Reflecting Peace Practices project)	Etats-Unis
44.	Center for International Conflict Resolution (CICR), Columbia University	Etats-Unis
45.	Austrian Study Center for Peace and Conflict Resolution	Autriche
46.	European Peacebuilding Liaison Office (EPLO), Brussels, Belgium	Europe
47.	ELIAMEP	Grèce
48.	Centre on Conflict, Development and Peacebuilding (CCDP)	Suisse
49.	Interpeace	Suisse

ANNEXE 2: La liste des questions

QUESTION 1: Les définitions de la construction de la paix et du renforcement de l'Etat

Considérez-vous que les définitions proposées par l'OCDE sont consistantes avec et utiles pour votre travail dans des situations fragiles ?

Existe-t-il des alternatives décrivant mieux votre travail dans ce type de contexte ?

QUESTION 2: Rôles et responsabilités des acteurs internes/nationaux et externes/internationaux

Quels sont les rôles et responsabilités appropriés pour les acteurs internes (y compris les organisations de la société civile et les autorités nationales et locales) et pour les acteurs externes (y compris les ONGs internationales, les organisations internationales et régionales et la communauté internationale de coopération au développement) dans les domaines de la construction de la paix et du renforcement de l'Etat ?

Comment évaluez-vous le rôle des acteurs internes/externes dans les processus de construction de la paix et du renforcement de l'Etat dans votre contexte spécifique ?

Comment les acteurs internes peuvent-ils soutenir au mieux la construction de la paix et le renforcement de l'Etat ?

Comment les acteurs externes peuvent-ils soutenir au mieux la construction de la paix et le renforcement de l'Etat ?

Comment peut-on étendre l'appropriation des processus de construction de la paix et de renforcement de l'Etat au-delà du gouvernement national ?

Pour la société civile, quels sont les principaux défis et opportunités en matière de construction de la paix et le renforcement de l'Etat ?

QUESTION 3 : L'interaction entre la construction de la paix et le renforcement de l'Etat

Supposez-vous qu'il existe une interaction positive évidente entre la construction de la paix et le renforcement de l'Etat, que ces processus sont complémentaires, ou qu'il existe de potentielles tensions entre ces deux processus ?

Si vous supposez qu'il existe des tensions potentielles, expliquez lesquelles et comment ces tensions peuvent être traitées.

Comment le renforcement de l'Etat peut-il être soutenu dans un sens contribuant à la cohésion sociale et à la paix ?

Comment la construction de la paix peut-elle servir un renforcement légitime, responsable et efficace de l'Etat ?

QUESTION 4 : La société civile et le Dialogue International

Cette discussion/consultation constitue un engagement initial avec la société civile dans le processus du Dialogue International. Selon vous, quel serait un bon processus afin d'assurer la participation des acteurs de la société civile dans les futurs travaux du Dialogue International ?